

La crise sanitaire a des impacts négatifs sur tou-te-s les personnels et usager-ère-s de l'éducation. Nous, AED, sommes particulièrement exposé-e-s !

Tout d'abord, pour des raisons organiques liées à nos statuts, les AED sont sous-payé-e-s, sans formation et sans perspectives, les contrats étant limités à 6 renouvellements annuels sans possibilité de CDI. Cette précarité permet tous les excès de la part de la hiérarchie et des chef-fe-s d'établissements employeurs. Ainsi, le manque de clarté dans nos fiches de poste nous conduisent régulièrement à réaliser des tâches qui ne nous incombent pas : mise sous pli pour les élections de parents d'élèves, remplacements d'enseignant-e-s, traitement des dossiers d'inscriptions... Et trop souvent les AED sont victimes de décisions arbitraires de la part des directions d'établissements : non-renouvellements abusifs, périodes d'essais déguisées, contrats inférieurs à un an, chantage à l'emploi, traitement infantilisant.

Le statut d'assistant d'éducation a été imaginé pour être un job étudiant, mais la réalité du terrain fait qu'il est impossible de poursuivre des études dans de bonnes conditions avec une amplitude horaire de 41 heures de travail par semaine.

Aucune formation n'est proposée, que ce soit pour nous permettre d'assurer nos missions convenablement ou pour valoriser nos compétences. Si nous souhaitons nous reconvertir, nous ne disposons d'aucun droit à la formation professionnelle. C'est donc bien souvent la case chômage qui nous attend à la fin de nos années de service.

La crise sanitaire a accentué cet état de fait : les équipes de vie scolaire sont en première ligne, au contact des élèves à la cantine, à l'internat, pendant les récréations, les interclasses et les permanences.

En tant qu'AED, nous ne sommes associé-e-s que très marginalement aux prises de décisions, voire parfois en sommes complètement exclu-e-s alors que sommes les premier-ère-s concerné-e-s. Les protocoles sanitaires sont élaborés par la hiérarchie sans nous consulter, démontrant encore une fois le mépris que nous subissons. Mépris d'autant plus grand que ces protocoles induisent systématiquement une augmentation significative des tâches à exécuter et des précautions à prendre pour les AED sans qu'aucun renfort ne soit attribué aux établissements.

Le manque de moyens humains, déjà visible en temps normal, se fait cruellement sentir et crée un énorme surcroît de fatigue dans les vies scolaires. Les seules tâches que nous pouvons encore assurer sont les tâches répressives. Nous sommes encore plus que d'habitude des "pions" et tous les aspects éducatifs de notre travail sont évacués. En sous-effectif chronique, les équipes de Vie scolaire travaillent à flux tendu, et rien n'est prévu pour remplacer les AED en arrêt, alors que le nombre de personnels malades et de cas contacts ne cesse d'augmenter.

De ce fait, nous appelons à la grève de tou-te-s les AED Mardi 1er décembre Rassemblement à 14 h devant le rectorat d'Amiens

Toutes et tous ensemble faisons valoir nos revendications :

- Recrutement immédiat de personnels supplémentaires
- Attribution de la prime COVID pour les AED et la prime REP/REP+ pour les personnels concernés
- Réécriture du statut des Assistants d'éducation pour sortir de la précarité, avec notamment la possibilité de titularisation.
- Revalorisation des salaires.
- Accès à un réel droit à la formation professionnelle.
- Création d'une brigade de remplacement.
- Abrogation du jour de carence.

